

Ecrit par le 3 juillet 2026

Sébastien Lecornu, le CDD le plus précaire de la Ve République : 28 jours à Matignon



De mémoire de citoyen, on n'avait encore jamais vu cela. Un Premier Ministre aussi fragile que fugace qui a donné sa démission ce matin 6 octobre après avoir été nommé le 9 septembre. Un record puisqu'il devance Michel Barnier, n° 2 avec 99 jours de présence, Bernard Cazeneuve (155), Gabriel Attal (240), et François Bayrou (269).

La seule femme 1^{re} Ministre de l'histoire du XX^e siècle, la socialiste Édith Cresson, longtemps raillée pour son passage-éclair Rue de Varenne, aura résisté 323 jours, elle est suivie de peu par le gaulliste Maurice Couve de Murville (361) et Pierre Bérégovoy, disparu le 1er mai 1993 au terme de 361 jours de mandat.

Au-dessus de 600 jours, on trouve Elisabeth Borne (603), Laurent Fabius (611), Jean Castex (682), Jean-Marc Ayrault (685), Dominique de Villepin (712), Alain Juppé (747), Edouard Balladur (773), Manuel Valls

Ecrit par le 3 juillet 2026

(981). Les locataires qui ont survécu plus de 1000 jours dans « L'enfer de Matignon » sont à peine une dizaine, Michel Rocard (1100), Jacques Chaban-Delmas (1111), Jean-Pierre Raffarin (1121), Edouard Philippe (1145), Pierre Mauroy (1153), Jacques Chirac (en 2 mandats de 1974 à 1976 = 821 jours et de 1986 à 1988 = 782 jours, soit en tout 1603 jours), Raymond Barre (1722), Lionel Jospin (1799), François Fillon (1820).

Et celui qui est hors-concours en termes de longévité, c'est Georges Pompidou, 2279 jours, soit 6 ans, 2 mois et 26 jours entre avril 1962 et juillet 1968, sous la présidence du Général de Gaulle.

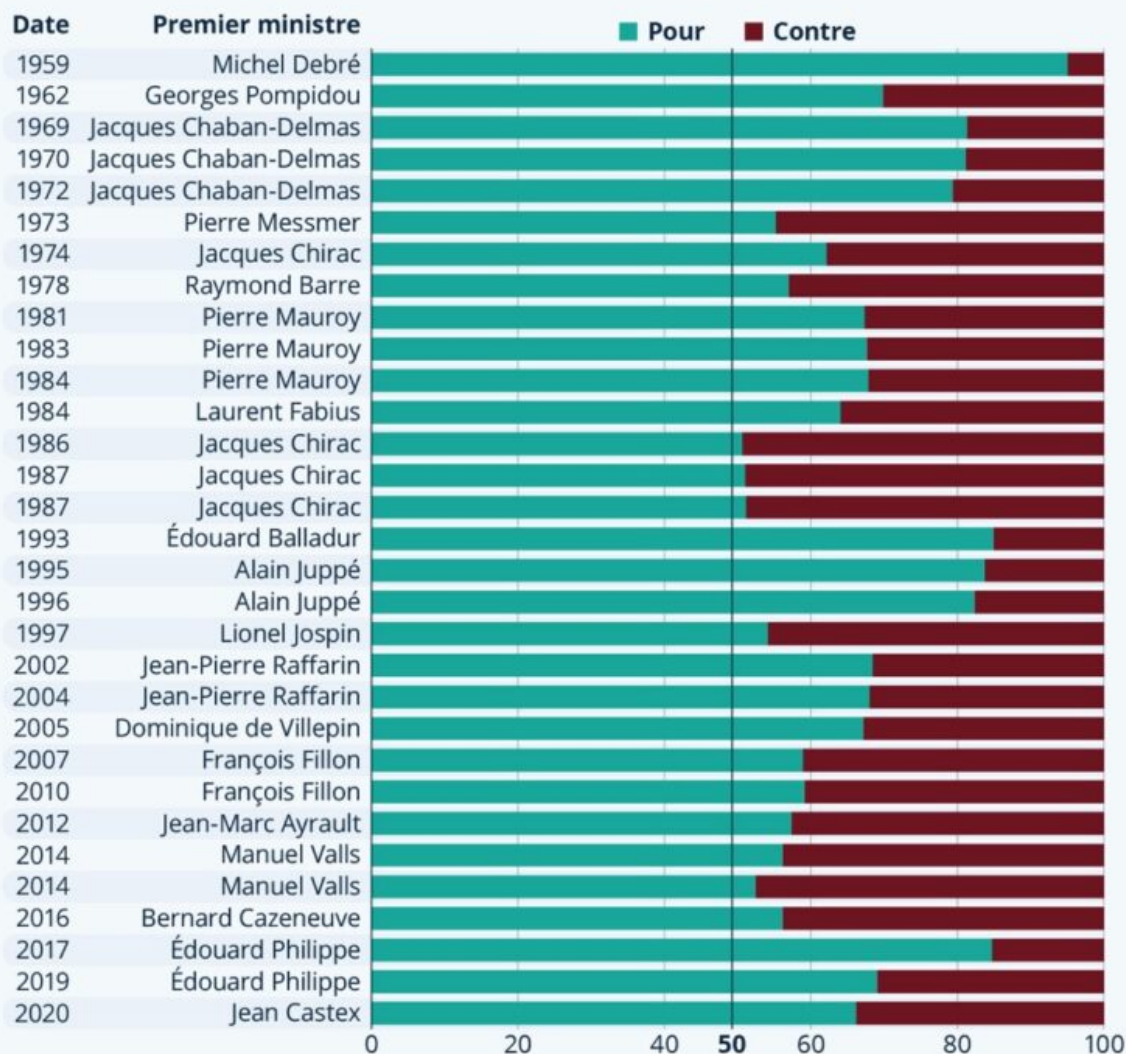
Au passage, pas moins de 7 ministres sont passés par Matignon depuis l'élection du Président Macron en 2017. En attendant le prochain.

Les votes de confiance sous la Ve République

Écrit par le 3 juillet 2026

Les votes de confiance sous la Ve République

Résultats des votes de confiance après un discours de politique générale sous la Ve République, en %



Source : Assemblée nationale



statista

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le Premier ministre a annoncé qu'un vote de confiance aurait lieu la semaine prochaine, le 8 septembre, à l'issue de son discours de politique générale. Les députés décideront ainsi d'accorder ou non leur confiance à François Bayrou et à son gouvernement. S'il perd ce vote, le Premier ministre devra remettre au président de la République la démission de son gouvernement. C'est un pari risqué pour François Bayrou, puisque la coalition de la droite et du centre qui gouverne actuellement, et regroupe les partis du camp présidentiel (Renaissance, Horizons, MoDem, UDI, Les Centristes, Parti Radical et Alliance Centriste) et Les Républicains, ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée (220 députés sur 577). De plus, contrairement à une motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale (soit un minimum de 289 votes), un vote de confiance ne requiert que la majorité des suffrages exprimés. Plusieurs groupes ont d'ores et déjà annoncé qu'ils voteraient contre la confiance au Premier ministre, dont LFI, le PS, Les Écologistes et le RN, ce qui place François Bayrou dans une position délicate.

À ce jour, sous la Ve République, il y a eu 41 votes de confiance, dont 31 à l'issue d'un discours de politique générale. Et jusqu'ici, aucun Premier ministre n'a perdu un vote de confiance sous la Ve République. Comme le montre notre infographie, lors de son second passage à Matignon entre 1986 et 1988, Jacques Chirac n'en est pas passé loin, ayant obtenu entre 50,6 % et 51,1 % de votes positifs. De nombreux Premiers ministres ont choisi de ne pas se soumettre à cet exercice, dont Élisabeth Borne, Gabriel Attal et Michel Barnier ; le dernier vote de confiance après un discours de politique générale remonte à 2020. Le gouvernement de Jean Castex avait alors obtenu la confiance de l'Assemblée nationale, avec 66,1 % des votes.

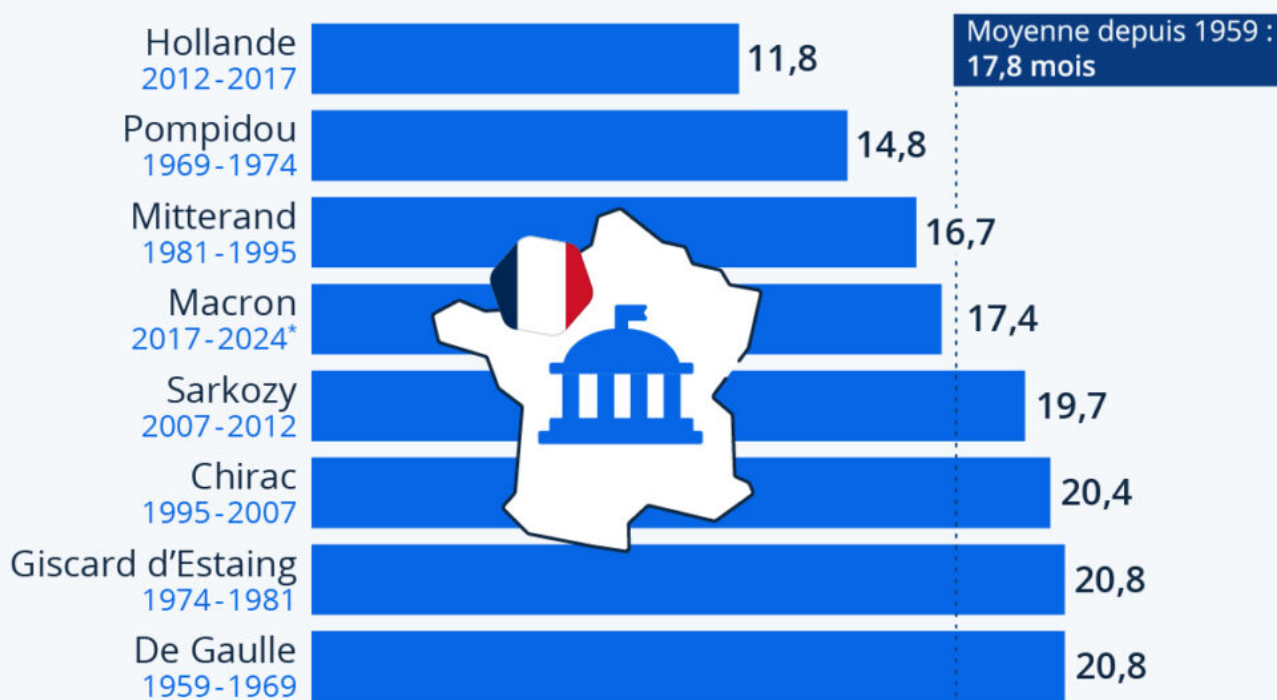
De Valentine Fourreau pour Statista

Quelle est la longévité des gouvernements sous la Ve République ?

Ecrit par le 3 juillet 2026

La longévité des gouvernements en France

Durée moyenne d'un gouvernement sous la Ve République pour chaque présidence, en mois



* Données arrêtées au 5 septembre 2024.

Sources : Le Monde, recherches Statista



statista

Après la nomination de [Michel Barnier](#) au poste de Premier ministre le 5 septembre, deux mois après les législatives anticipées déclenchées par la [dissolution de l'Assemblée nationale](#) demandée par Emmanuel Macron, son gouvernement a été annoncé samedi 21 septembre. Le nouvel exécutif, qui s'appuie principalement sur la droite (Les Républicains) et le parti présidentiel (Renaissance), est [minoritaire à l'Assemblée nationale](#) et semble s'inscrire dans la continuité de la précédente législature. La coalition de

Ecrit par le 3 juillet 2026

gauche du Nouveau Front populaire (NFP), arrivée en tête des législatives cet été, mais sans obtenir de majorité absolue, a déjà prévu de déposer une motion de censure. Alors que le gouvernement Barnier se réunit ce lundi pour la première fois, sa durée de vie reste la grande inconnue.

Quelle est la longévité moyenne des gouvernements sous la [V^e République](#) ? Comme le détaille notre graphique, depuis 1959, la durée de vie moyenne d'un gouvernement s'établit à environ un an et demi (17,8 mois). Pour le moment, de mai 2017 à la fin du gouvernement Attal (87 mois au total), la présidence de Macron a connu cinq gouvernements, soit une longévité moyenne d'un peu plus de 17 mois, proche de la moyenne sous la V^e République. Ce sont les présidences de De Gaulle, Giscard d'Estaing et Chirac qui ont connu les gouvernements les plus durables, avec une longévité d'un peu plus de 20 mois en moyenne. À l'inverse, Hollande et Pompidou ont connu les gouvernements les plus éphémères, avec une durée de vie moyenne respective d'environ 12 mois et 15 mois.

Il est important de noter que depuis le second mandat de Chirac (2002), les élections législatives sont organisées un mois après la présidentielle, ce qui peut donner lieu à un remaniement ministériel peu de temps après la formation d'un gouvernement (par exemple : les gouvernements Ayrault 1 et Philippe 1). Ce paramètre est susceptible d'influencer à la baisse les moyennes postérieures à 2002.

Pour comparer avec les pays voisins, la durée de vie moyenne d'un gouvernement varie d'environ un an en Italie à trois ans en Allemagne et en Espagne, comme le montre un [autre graphique à ce sujet](#).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les ministres les plus éphémères de la Ve République

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les ministres les plus éphémères de la Ve République

Ministres et secrétaires d'État ayant servi le moins longtemps depuis 1958



Sources : France Info, recherches Statista




Après quatre semaines d'une [polémique](#) qui n'en finissait plus, Amélie Oudéa-Castéra a annoncé, jeudi 8 février, quitter le ministère de l'Éducation nationale. Celle à qui l'on reprochait la scolarisation de ses enfants dans des classes non mixtes de l'établissement privé très conservateur Stanislas, ainsi que ses propos incendiaires sur l'école publique qu'elle était censée représenter, conserve cependant le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, mais son passage rue de Grenelle n'aura duré que

Écrit par le 3 juillet 2026

28 jours. Cependant, comme le montre notre infographie, Amélie Oudéa-Castéra est loin d'avoir été la ministre la plus éphémère de la Ve République.

Ce record est détenu, ex æquo, par Thomas Thévenoud et Léon Schwartzberg, qui ont tous deux servi dans leurs gouvernements respectifs pour neuf jours seulement. Le premier, nommé secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du tourisme et des Français de l'étranger en 2014 dans le second gouvernement Manuel Valls, démissionne en raison d'un « problème de conformité » avec le fisc. Il sera condamné à trois mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité en 2017 pour avoir déclaré en retard ses revenus entre 2009 et 2013. Léon Schwartzberg, quant à lui ministre délégué à la Santé en 1988 sous Michel Rocard, est forcé de démissionner après avoir proposé le dépistage systématique du sida chez les femmes enceintes, ainsi que la légalisation du cannabis. En troisième position, on retrouve le journaliste et essayiste fondateur de l'Express, Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui aura servi treize jours comme ministre des Réformes en 1974 dans le gouvernement de Jacques Chirac avant d'être écarté par ce dernier.

De Valentine Fourreau pour Statista